

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1988

[S - C - 97/16147]

22 MAI 1997. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration et du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu l'arrêté royal du 3 février 1995 portant coordination de la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1996 fixant les règles de fonctionnement du Bureau d'intervention et de restitution belge, notamment l'article 5,

Arrête :

**Article unique.** Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration et du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge annexé au présent arrêté est approuvé.

Bruxelles, le 22 mai 1997.

K. PINXTEN

Annexe à l'arrêté ministériel du 22 mai 1997

**Règlement d'ordre intérieur  
du Bureau d'Intervention et de Restitution,  
en abrégé : B.I.R.B.**

Des organes d'administration

Du conseil d'administration

Article 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration du B.I.R.B. ainsi que pour la réalisation de ses missions. Il est habilité plus particulièrement à :

1° se prononcer sur les questions relatives à la gestion administrative du B.I.R.B.;

2° donner son avis sur tout problème se rapportant aux missions statutaires du B.I.R.B., soit d'initiative, soit à la demande du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, soit à la demande du Comité permanent, soit à la demande introduite par le Comité permanent et formulée par le fonctionnaire dirigeant;

3° soumettre au Ministre compétent les propositions de cadre et de barème du personnel ainsi que le statut de celui-ci;

4° établir le projet du budget et les amendements éventuels à celui-ci, à soumettre à l'approbation du Ministre compétent; en suivre régulièrement l'exécution sur base des situations trimestrielles qui lui sont présentées à cet effet ;

5° dresser chaque année le compte d'exécution du budget, le compte de variation du patrimoine le bilan et le compte de résultats, arrêtés au 31 décembre;

6° déterminer avec l'accord du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, le montant des rémunérations ou redevances que le B.I.R.B. peut réclamer pour couvrir en tout ou en partie les frais afférents aux prestations qu'il effectue pour compte de tiers;

7° établir avec l'accord du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions et celui des Finances les règles qui président :

1° à la détermination des bénéfices;

2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;

3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :

a) des amortissements;

b) des dotations aux fonds de renouvellement;

c) des réserves spéciales et autres provisions nécessaires en raison de la nature des activités du B.I.R.B.;

8° faire rapport annuellement au Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions des activités du B.I.R.B.;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW

N. 97 — 1988

[S - C - 97/16147]

22 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van bestuur en van het Bestendig Comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 1995 houdende coördinatie van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot vaststelling van de regels voor de werking van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, inzonderheid op artikel 5,

Besluit :

**Enig artikel.** Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Raad van bestuur en van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau is goedgekeurd.

Brussel, 22 mei 1997.

K. PINXTEN

Bijlage bij het ministerieel besluit van 22 mei 1997

**Huishoudelijk reglement  
van het Belgische Interventie- en Restitutiebureau,  
afgekort : B.I.R.B.**

De bestuursorganen

De raad van bestuur

Artikel 1. De raad van bestuur beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het bestuur van het B.I.R.B. alsook voor de verwezenlijking van zijn opdrachten. Hij is meer in het bijzonder gerechtigd om :

1° zich uit te spreken over de aangelegenheden die het administratief beheer van het B.I.R.B. betreffen;

2° zijn advies te verstrekken over ieder probleem in verband met de statutaire opdrachten van het B.I.R.B., hetzij op eigen initiatief, hetzij op het verzoek van de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, hetzij op het verzoek van het Bestendig comité, hetzij op het verzoek ingediend door het Bestendig Comité en geformuleerd door de leidend ambtenaar;

3° aan de bevoegde Minister de voorstellen inzake personeelsformatie en weddeschalen, alsook het personeelsstatuut, voor te leggen;

4° de ontwerpbegroting en de gebeurlijke wijzigingen daarin op te stellen, die aan de bevoegde Minister ter goedkeuring moeten worden voorgelegd; regelmatig de uitvoering ervan na te gaan aan de hand van de driemaandelijks staten die hem te dien einde worden voorgelegd.

5° elk jaar de uitvoeringsrekening van de begroting, de rekening van de veranderingen van het vermogen, de balans en de resultatenrekening op te maken, die op 31 december worden afgesloten;

6° met de instemming van de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, het bedrag der vergoedingen of retributies te bepalen, die het B.I.R.B. mag eisen om geheel of ten dele de kosten in verband met de door het B.I.R.B. voor rekening van derden verrichte verstrekkingen te dekken;

7° met de instemming van de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft en van die van Financiën de regels vast te leggen inzake :

1° de vaststelling der winsten;

2° de wijze van schatting der bestanddelen van het vermogen;

3° de wijze van berekening en de vaststelling van het maximumbedrag :

a) van de afschrijvingen;

b) van de dotaties voor de vernieuwingsfondsen;

c) van de speciale reserves en andere provisies die noodzakelijk zijn wegens de aard der activiteiten van het B.I.R.B.;

8° jaarlijks aan de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft over de activiteiten van het B.I.R.B. verslag uit te brengen;

9° sans préjudice de l'article 15, 2°, nommer et promouvoir dans les limites du cadre et conformément aux règles statutaires, ainsi que révoquer, les membres du personnel de grade inférieur à celui de directeur. Pour les agents des niveaux 3 et 4, il peut déléguer ses pouvoirs de nomination et promotion respectivement au Comité permanent et au fonctionnaire dirigeant.

Art. 2. Sans préjudice de l'article 11 de l'arrêté royal du 4 août 1996 fixant les règles de fonctionnement du B.I.R.B., le Conseil d'administration désigne les fonctionnaires habilités à engager le B.I.R.B. Ces délégations de signatures sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Conseil d'administration se réunit soit à l'initiative de son président soit à la demande d'au moins 1/3 de ses membres, soit à la demande du Comité permanent.

Sauf cas d'urgence, les convocations sont adressées par simple lettre au moins cinq jours francs avant celui de la séance; elles contiennent l'ordre du jour. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion si la majorité des membres s'y oppose.

Le Commissaire du gouvernement et son suppléant ainsi que le délégué du Ministre des Finances assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration.

Art. 4. Les délibérations et les décisions du Conseil d'administration ne sont valables que si la majorité des membres, y compris le président, y ont pris part, en personne ou en vertu d'une procuration écrite, datée et signée, remise à un membre présent par un ou des membres quittant la réunion du Conseil. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Un administrateur ne peut en aucun cas être porteur de plus d'une procuration.

Toute remise de procuration doit faire l'objet d'une mention dans le procès-verbal de la réunion. Cette mention comprend les noms du mandant et du mandataire.

En cas d'empêchement du président, le président du Comité permanent est désigné pour le remplacer, ou à défaut, son prédécesseur.

Si la majorité prévue à l'alinéa premier n'est pas réunie, le Conseil délibère et prend valablement les décisions relatives au même objet, quel que soit le nombre de membres présents lors de la réunion suivante qui doit être convoquée dans un délai de 15 jours, ou en cas d'urgence dans un délai de 3 jours francs.

Art. 5. Le Président met en délibération les points à discuter. Il recueille les votes lorsque cette procédure apparaît nécessaire.

Art. 6. Il est dressé procès-verbal des réunions du Conseil d'administration.

Avant leur approbation, les projets des procès-verbaux sont transmis aux membres du Conseil d'administration.

Après approbation du procès-verbal par les membres présents, un exemplaire de celui-ci est signé par le président et le secrétaire, et conservé au secrétariat du Conseil.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés aux tiers sont délivrés par le secrétaire.

#### Du Comité permanent

Art. 7. Le Comité permanent instruit les affaires à soumettre au Conseil d'administration et dispose à cet effet du droit d'initiative; il lui fait part de ses propositions et recommandations et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration.

Ses pouvoirs peuvent être fixés par ce dernier qui lui en donne délégation.

Art. 8. En dehors des délégations qui lui sont données par le Conseil d'administration dans des domaines particuliers, le Comité permanent peut prendre, en cas d'urgence, les mesures nécessaires sous réserve de justifier ses décisions au Conseil et de les lui soumettre pour ratification dans les meilleurs délais, c'est-à-dire ceux dont le B.I.R.B. doit disposer pour préparer les dossiers à soumettre au Conseil et convoquer celui-ci.

En outre, il est fait immédiatement rapport au Commissaire du gouvernement en y mentionnant les motifs pour lesquels le Comité a cru devoir être dispensé de recourir au Conseil d'administration.

9° onverminderd artikel 15, 2°, binnen de perken van de personeelsformatie en in overeenstemming met de statutaire regels, de personeelsleden met een graad onder die van directeur te benoemen en te bevorderen, alsook te ontslaan. Voor de personeelsleden van de niveaus 3 en 4, mag hij zijn bevoegdheid om te benoemen en te bevorderen respectievelijk aan het Bestendig comité en aan de leidend ambtenaar overdragen.

Art. 2. Onverminderd artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot vaststelling van de regels voor de werking van het B.I.R.B. wijst de Raad van bestuur de ambtenaren aan die gerechtigd zijn om het B.I.R.B. te binden. Deze delegaties van bevoegdheid verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Raad van bestuur vergadert hetzij op initiatief van zijn voorzitter hetzij op het verzoek van ten minste één derde zijner leden hetzij op het verzoek van het Bestendig comité.

Behalve in geval van dringende noodzakelijkheid, gebeuren de bijeenroepingen per gewone brief, die ten minste vijf volle dagen voor die van de zitting wordt verstuurd; ze behelzen de agenda. Er mag geen enkel onderwerp, dat niet op de agenda voorkomt, worden besproken indien de meerderheid van de leden zich daartegen verzet.

De regeringscommissaris en zijn plaatsvervanger, alsook de afgevaardigde van de Minister van Financien wonen de zittingen van de Raad van bestuur van rechtswege bij, met raadgevende stem.

Art. 4. De beraadslagingen en beslissingen van de Raad van bestuur zijn maar geldig als de meerderheid van de leden, met inbegrip van de voorzitter, persoonlijk of krachtens een geschreven, gedateerde en ondertekende volmacht, die door één of meerdere leden die de vergadering van de Raad verlaten aan een aanwezig lid wordt gegeven, eraan heeft deelgenomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Eenzelfde bestuurder kan nooit houder zijn van meer dan één volmacht.

Elke afgifte van een volmacht moet in de notulen van de vergadering worden vermeld. met opgaaf van de namen van de volmachtgever en de volmachthebber.

Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de voorzitter van het Bestendig comité, of, bij ontstentenis, zijn voorganger, aangewezen om hem te vervangen.

Indien de in het eerste lid bepaalde meerderheid niet wordt gehaald, zal de Raad tijdens de volgende vergadering, die binnen een termijn van 15 dagen moet worden bijeengeroepen, of, in geval van dringende noodzakelijkheid, binnen een termijn van drie volle dagen, ongeacht het aantal aanwezige leden, geldig over hetzelfde onderwerp kunnen beraadslagen en beslissen.

Art. 5. De voorzitter stelt de te bespreken punten in beraadslaging. Hij neemt de stemmen op ingeval deze procedure nodig blijkt te zijn.

Art. 6. Er worden notulen opgemaakt over de vergaderingen van de Raad van bestuur.

Voor de goedkeuring ervan, worden de ontwerpen van de notulen aan de leden van de Raad van bestuur toegezonden.

Na de goedkeuring van de notulen door de aanwezige leden, wordt een exemplaar ervan door de voorzitter en door de secretaris ondertekend, en op het secretariaat van de Raad bewaard.

De voor derden bestemde afschriften van of uittreksels uit de notulen worden door de secretaris afgegeven.

#### Het Bestendig Comité

Art. 7. Het Bestendig comité behandelt de aan de Raad van bestuur voor te leggen dossiers en beschikt daartoe over het recht van initiatief; het deelt hem zijn voorstellen en aanbevelingen mee en ziet toe op de uitvoering van de door de Raad van bestuur getroffen beslissingen.

Zijn bevoegdheden kunnen worden vastgesteld door laatstgenoemde, die ze aan het comité overdraagt.

Art. 8. Buiten de bevoegdheden die het door de Raad van bestuur op bijzondere werkterreinen zijn overgedragen, kan het Bestendig comité, in geval van dringende noodzakelijkheid, de nodige maatregelen treffen, onder voorbehoud bij de Raad van zijn beslissingen rechtvaardiging te geven en ze hem zo spoedig mogelijk ter bekrachtiging voor te leggen, d.w.z. binnen de tijd waarover het B.I.R.B. moet beschikken om de aan de Raad voor te leggen dossiers voor te bereiden en de Raad bijeen te roepen.

Bovendien wordt dadelijk aan de regeringscommissaris verslag uitgebracht en de redenen vermeld waarom het comité gemeend heeft dat het geen beroep op de Raad van bestuur hoefde te doen.

Art. 9. Le Comité permanent se réunit à l'initiative de son président ou à la demande d'un tiers de ses membres ou du fonctionnaire dirigeant, suivant les modalités prévues à l'article 3.

Art. 10. Le Président du Conseil d'administration, le commissaire du gouvernement et son suppléant, ainsi que le délégué du Ministre des Finances, assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions du Comité permanent.

Art. 11. Les délibérations du Comité permanent ne sont valables que si la majorité des membres sont présents. Ses résolutions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Si le Comité n'est pas en nombre, une nouvelle réunion pourra délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 12. Les réunions du Comité permanent donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux pour lesquels sont d'application les règles relatives aux procès-verbaux du Conseil d'administration.

Du fonctionnaire dirigeant

Art. 13. Le fonctionnaire dirigeant veille à l'application des lois organiques du B.I.R.B., des statuts et règlements.

Il exécute les décisions du Conseil d'administration et du Comité permanent.

Art. 14. Le fonctionnaire dirigeant représente le B.I.R.B. dans les actes commerciaux accomplis par celui-ci.

Art. 15. Le fonctionnaire dirigeant est notamment compétent pour :

1° engager à l'essai le personnel du B.I.R.B. en cas d'autorisation de recrutement;

2° procéder à une promotion par avancement barémique;

3° faire rapport au Comité permanent et au Conseil d'administration de toutes questions à soumettre à ceux-ci.

Art. 16. Les actions en justice du B.I.R.B. sont intentées et défendues à la poursuite et diligence du fonctionnaire dirigeant.

Art. 17. Sans préjudice de l'article 11 de l'arrêté royal du 4 août 1996 fixant les règles de fonctionnement du B.I.R.B., le fonctionnaire dirigeant peut se faire assister du fonctionnaire dirigeant adjoint ou le cas échéant en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, du fonctionnaire qui le suit immédiatement dans l'ordre hiérarchique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mai 1997.

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

Art. 9. Het Bestendig comité vergadert op initiatief van zijn voorzitter of op het verzoek van een derde van zijn leden of van de leidend ambtenaar, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 3.

Art. 10. De voorzitter van de Raad van bestuur, de regeringscommissaris en zijn plaatsvervanger, evenals de afgevaardigde van de Minister van Financiën wonen de zittingen van het Bestendig comité van rechtswege bij, met raadgevende stem.

Art. 11. De beraadslagingen van het Bestendig comité zijn maar geldig als de meerderheid der leden aanwezig is. Zijn beslissingen worden bij meerderheid van stemmen getroffen; bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Indien het comité het quorum niet heeft bereikt, zal tijdens een nieuwe vergadering geldig over hetzelfde onderwerp kunnen worden beraadslaagd en beslist, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 12. De zittingen van het Bestendig comité geven aanleiding tot het opmaken van notulen, waarop de regels in verband met de notulen van de Raad van bestuur toepasselijk zijn.

De leidend ambtenaar

Art. 13. De leidend ambtenaar ziet toe op de toepassing van de organieke wetten van het B.I.R.B., van het statuut en van de reglementen.

Hij voert de beslissingen van de Raad van bestuur en van het Bestendig comité uit.

Art. 14. De leidend ambtenaar vertegenwoordigt het B.I.R.B. in de commerciële handelingen die het verricht.

Art. 15. De leidend ambtenaar is onder meer bevoegd om :

1° het personeel van het B.I.R.B. op proef in dienst te nemen, in geval van machtiging tot werving;

2° over te gaan tot een bevordering door verhoging in weddeschaal;

3° aan het Bestendig comité en aan de Raad van bestuur verslag uit te brengen over alle kwesties die hun moeten worden voorgelegd.

Art. 16. De rechtsvorderingen van het B.I.R.B. worden ingesteld en verdedigd op vervolging en benaerstiging van de leidend ambtenaar.

Art. 17. Onverminderd artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot vaststelling van de regels voor de werking van het B.I.R.B., kan de leidend ambtenaar zich laten bijstaan door de adjunct-leidend ambtenaar of, in voorkomend geval als die afwezig of verhinderd is, door de ambtenaar die hem in de hiërarchische volgorde onmiddellijk opvolgt.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 mei 1997.

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 97 — 1989

[S - C - 97/15130]

**8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1965, 18 avril 1967, 24 août 1971, 1<sup>er</sup> mars 1984, 15 mars 1985, 18 février 1986 et 29 avril 1996;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement donné le 28 mars 1997;

Vu l'avis du Comité de Concertation de base, donné le 14 juillet 1997;

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 97 — 1989

[S - C - 97/15130]

**8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1965, 18 april 1967, 24 augustus 1971, 1 maart 1984, 15 maart 1985, 18 februari 1986 en 29 april 1996;

Gelet op het advies van de Directieraad voor het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking gegeven op 28 maart 1997;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité, gegeven op 14 juli 1997;